

Brochure n° 3005-III

**Convention collective nationale**

IDCC : 2614. – **TRAVAUX PUBLICS**  
**(Tome III : ETAM)**

---

AVENANT DU 19 DÉCEMBRE 2007  
RELATIF AUX SALAIRES MINIMA AU 1<sup>ER</sup> JANVIER 2008  
(ALSACE)

NOR : *ASET0850392M*  
IDCC : *2614*

---

Entre :

La fédération régionale des travaux publics d'Alsace,

D'une part, et

L'union régionale construction et bois CFDT Alsace ;

L'union régionale BATIMAT-TP Alsace CFTC ;

La fédération régionale Alsace FO ;

L'union régionale d'Alsace de la CFE-CGC,

D'autre part,

En application de l'article 3.1, annexe VI, de la convention collective nationale des ETAM de travaux publics du 12 juillet 2006, il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

Le barème annuel des minima des ETAM des entreprises de travaux publics des départements du Bas-Rhin et du Haut-Rhin est calculé sur la base de 35 heures et s'établit comme suit.

(En euros.)

NIVEAU	SALAIRE MINIMUM ANNUEL
A	16 610
B	17 275
C	18 620
D	20 785
E	22 175
F	24 660
G	28 225
H	29 320
Rappel : aucun salaire ne peut être inférieur au SMIC.	

## Article 2

Les valeurs prévues à l'article 1<sup>er</sup> ci-dessus sont majorées de 15 % pour les ETAM bénéficiant d'une convention de forfait en jours sur l'année, soit :

(En euros.)

NIVEAU	SALAIRE MINIMUM ANNUEL
F	28 359
G	32 459
H	33 718

## Article 3

*Date d'application*

Les dispositions qui précèdent s'appliquent pour l'année 2008 et à compter du 1<sup>er</sup> janvier.

## Article 4

*Champ d'application*

Le présent accord s'applique aux ETAM des entreprises ayant une activité de travaux publics dans la région Alsace.

## Article 5

*Dépôt de l'accord*

Le présent accord sera déposé en deux exemplaires, une version papier et une version électronique, à la direction des relations du travail, dépôt des

accords collectifs, 39-43, quai André-Citroën, 75902 Paris Cedex 15, conformément à l'article L. 132-10 du code du travail. Un exemplaire sera également déposé auprès du greffe du conseil des prud'hommes de Strasbourg (industrie).

## **Article 6**

### *Extension de l'accord*

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au ministère du travail, des relations sociales et de la solidarité.

## **Article 7**

Toute organisation syndicale non signataire du présent accord collectif régional pourra y adhérer, conformément à l'article L. 132-9 du code du travail.

Fait à Strasbourg, le 19 décembre 2007.

(Suivent les signatures.)